

Le discours anti-genre en hongrie: une staregie au service de l'Etat illiberal

Kováts, Eszter; Pető, Andrea

Preprint / Preprint

Sammelwerksbeitrag / collection article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Kováts, E., & Pető, A. (2018). Le discours anti-genre en hongrie: une staregie au service de l'Etat illiberal. In R. Kuhar, & D. Paternotte (Eds.), *Campagnes anto-genre en Europe: des mobilisation contre l'egalité* (pp. 167-182). Lyon: Presses universitaires de Lyon. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-72892-9>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY Lizenz (Namensnennung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier: <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY Licence (Attribution). For more Information see: <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0>

CAMPAGNES ANTI-GENRE EN EUROPE
DES MOBILISATIONS CONTRE L'ÉGALITÉ

sous la direction de
Roman Kuhar & David Paternotte

traduit de l'anglais par Agnès Chetaille
& David Paternotte, avec la collaboration
d'Élisa Crabeil, Sara Garbagnoli, Alberta Giorgi,
Michael Stambolis-Ruhstorfer & Josselin Tricou.

Presses universitaires de Lyon

LE DISCOURS ANTI-GENRE EN HONGRIE : UNE STRATÉGIE AU SERVICE DE L'ÉTAT ILLIBÉRAL

Eszter Kováts & Andrea Pető

Contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays d'Europe centrale et orientale, il a fallu attendre février 2017 pour assister à l'émergence de mobilisations contre l'« idéologie du genre » en Hongrie. On note cependant qu'un discours anti-genre était palpable depuis des années. Celui-ci a commencé à attirer l'attention des universitaires au cours de ces dernières années, mais seulement de façon limitée (Balogh, 2014 ; Félix, 2015 ; Kováts & Soós, 2014 ; Kováts & Pöim, 2015 ; Perintfalvi, 2015 ; Pető, 2015a ; 2015b). Compte tenu des caractéristiques structurelles locales, il faut se demander pourquoi un mouvement à part entière n'a pas fait son apparition plus tôt. D'après nous, la raison principale réside dans l'absence d'un agenda gouvernemental libéral dans les domaines culturel et social, c'est-à-dire favorable à l'égalité de genre et aux droits LGBT, ce qui n'a incité personne à se mobiliser. Il faut par ailleurs souligner que c'est le gouvernement Fidesz-KDNP qui a soulevé ces questions et organisé ces mobilisations avec l'aide d'organisations vassales (Metz, 2015).

Ce constat pose une question supplémentaire : alors que Fidesz est au pouvoir depuis 2010¹, comment expliquer que ces « mobilisations gouvernementales » n'aient vu le jour que des années plus tard ? Comme nous le développons dans ce texte, il faut prendre en compte les objectifs du gouvernement. Ce dernier recourt souvent à la création d'un ennemi comme stratégie de mobilisation. Ainsi, pendant la crise des réfugiés en 2015, la communication de Fidesz s'est souvent éloignée de la discussion de solutions politiques afin d'attiser la peur et la haine. La même chose s'est produite

1. Fidesz (Fiatal Demokraták Szövetsége, Alliance des jeunes démocrates), un parti de la droite conservatrice en coalition avec le KDNP (Kereszténydemokrata Néppárt, Parti populaire démocrate-chrétien), a été élu avec la majorité des deux tiers en 2010 et a apporté des transformations profondes au système juridique hongrois, notamment à la Constitution, au droit électoral, au droit des médias, etc. L'alliance parlementaire a été réélue à la majorité des deux tiers en 2014 avec le Premier ministre Viktor Orbán (mais en raison d'une élection par intérim nécessaire dans une circonscription uninominale, elle a perdu la majorité des deux tiers depuis lors). Le plus grand parti d'opposition était Jobbik, un parti d'extrême droite qui a obtenu 20 % des voix en 2014, 19 % en 2018. Fidesz-KDNP a été réélu avec la majorité des deux tiers en avril 2018.

pendant la campagne précédant le référendum initié par le gouvernement en octobre 2016 qui portait sur la nécessité pour le Parlement hongrois de participer à l'approbation des quotas de réfugiés fixés par l'Union européenne. Après l'utilisation d'autres boues émissaires, le gouvernement Orbán a finalement considéré que l'« idéologie du genre » pouvait aussi jouer ce rôle catalyseur. Ceci étant dit, il faut être conscient des limites analytiques du cadre du « besoin de fabriquer un ennemi », puisque cette perspective nous enfermerait dans le piège d'une interprétation de l'émergence d'un mouvement d'un point de vue uniquement local et national. Or, comme nous l'avons soutenu ailleurs (Kováts, 2017 ; Pető, 2016a ; 2016b, Grzebalska, Kováts & Pető, 2017), ces mouvements s'enracinent dans un phénomène de crise plus large, dont l'ampleur excède largement les intérêts spécifiques de certains gouvernements ou Églises.

Ce chapitre se compose de trois parties. Tout d'abord, nous abordons l'émergence et l'évolution du discours anti-genre dans le débat public hongrois. Nous étudions également les acteurs qui sont à l'origine de ce discours et / ou qui étaient en position de devenir les moteurs d'un mouvement. Dans un deuxième temps, nous développons les raisons pour lesquelles une mobilisation a émergé aussi tard. Troisièmement, nous expliquons en quoi les attaques actuelles (octobre 2018) sur les études de genre peuvent servir les objectifs du gouvernement de Victor Orbán.

L'HISTOIRE D'UN DISCOURS

L'émergence d'un discours (2008-2009)

En Hongrie, l'expression « idéologie du genre » est apparue pour la première fois en 2008 au cours d'un débat suscité par un manuel de lycée (Pető & Tarajossy, 2008) destiné à accompagner l'enseignement de l'histoire dans une perspective genrée. Une députée de Fidesz a dénoncé la présence de l'« idéologie du genre » dans ce manuel, soutenant que « le plus grand danger de ce courant est que la société perde son identité sexuelle », que « [l']identité traditionnelle sera perdue » et qu'« [i]l s'agit du commencement de l'ultime prise de pouvoir de la culture de la mort, du déni, de l'opposition à notre qualité de créatures divines » (Mizsei, 2009).

Cette expression de « culture de la mort », qui trouve son origine dans l'encyclique *Evangelium vitae* du pape Jean-Paul II de 1995 (Robcis, 2015), a elle-même été popularisée en Hongrie par la traduction du livre de Gabriele Kuby, *A nemek forradalma. A gender forradalma. A nevelés államosítása* (*La Révolution de genre. Le relativisme en action*, 2006, 2008). Cet ouvrage est en effet disponible en téléchargement gratuit sur le site internet du KDNP et la préface de l'édition hongroise a été écrite par l'évêque hongrois László Bíró et l'évêque autrichien Andreas Laun, dont le livre intitulé *Keresztény ember*

a modern világban (L'Homme chrétien dans le monde moderne), qui aborde le même sujet, a été publié en 2014.

Un autre ouvrage par lequel le discours sur l'« idéologie du genre » s'est diffusé est le *Lexique sur les termes ambigus et controversés sur la famille, la vie et les questions éthiques*. Bien qu'il soit devenu l'un des fondements théoriques principaux de la mobilisation anti-genre dans de nombreux pays, il n'a été traduit en hongrois qu'en 2012 (*Családlexikon*). Néanmoins, les articles du *Lexique* sur le genre avaient déjà été publiés plus tôt dans une revue pour les professionnel.le.s du soin. De plus, un des arguments mis en avant dans cet ouvrage – qui affirme que les différences statistiques entre les hommes et les femmes mesurées dans toute profession peuvent résulter de certaines différences naturelles entre hommes et femmes, et non de discriminations – avait déjà été repris dans un des premiers articles sur l'« idéologie du genre », publié en 2010 par Ferenc Tomka, un enseignant de théologie. Dans ce texte, Tomka soutenait que « [l']égalité des droits des femmes est un principe sur lequel tout le monde s'accorde », mais qu'il ne s'agit que d'un premier pas vers une pente glissante. En utilisant un argument de type « cheval de Troie », cet auteur affirmait que, si la première apparition du principe d'égalité entre les hommes et les femmes est parée de beaux atours, il conduit finalement à la confusion des sexes. En d'autres termes, toute action visant à l'égalité de genre peut être interprétée comme le premier pas vers une pente glissante.

Cadrer le discours anti-genre

Bien que les textes cités ci-dessus aient ouvert la voie au discours anti-genre, l'« idéologie du genre » a été explicitement mise à l'agenda politique pour la première fois en 2010, en réponse à un amendement du programme scolaire de maternelle porté par le gouvernement socialiste. Elle a ensuite été largement publicisée dans les médias de droite. Selon cet amendement, les enseignant.e.s de maternelle devaient « éviter délibérément de renforcer les stéréotypes de genre² et favoriser la déconstruction des préjugés sur l'égalité sociale des genres³ ». Kornél Papp, à la tête du Bureau de l'éducation du

2. En hongrois, il n'existe qu'un seul mot pour désigner sexe / genre, ce qui rend la traduction de ce terme difficile. Souvent, la distinction s'opère *via* les expressions « sexe biologique » / « sexe social » ou encore « sexe biologique » / « gender ». Pour parler d'égalité des sexes / de genre, il est souvent fait mention de l'« égalité entre les femmes et les hommes ». Si on parle d'« égalité des sexes sociaux », alors on intègre également la construction des masculinités / féminités, même si cela signifie de plus en plus, dans le langage de certain.e.s acteur.rice.s dit.e.s « progressistes » l'égalité de tous les genres (hommes, femmes, trans*, identités non binaires). Depuis que la presse de droite s'est moquée de cette expression, d'autres acteur.rice.s « progressistes » sont revenus à la formulation « égalité des femmes et des hommes ».

3. Amendement 255/2009 (XI.20).

synode de l'Église réformée de Hongrie, a alors qualifié ce projet de « totalement effrayant », affirmant dans la presse :

Qu'implique en pratique le fait d'éviter les stéréotypes de genre ? Cela veut-il dire par exemple que, dans les contes, les parents ne seront plus appelés Papa et Maman, mais Parent Un et Parent Deux ? Ou qu'il faut intervenir si une petite fille joue trop avec ses poupées. Devrait-on plutôt la convaincre de jouer avec une pelleuse ? Les tenues de fille sont aussi des stéréotypes de genre : la jupe, les cheveux longs, le ruban et les chaussures vernies. Si nous prenons l'amendement au sérieux, nous devrions demander aux parents d'habiller dorénavant les petites filles en pantalon⁴.

C'est sans surprise que le gouvernement de droite conservatrice Fidesz-KDNP, qui a pris ses fonctions en juin 2010, a retiré la phrase controversée du programme. Rózsa Hoffmann, secrétaire d'État à l'Éducation, a expliqué que la phrase devait être supprimée parce qu'elle « introduisait dans l'éducation maternelle les fondements de la prétendue *idéologie du genre* qui, au nom de l'égalité, rejette la différenciation des sexes en disant qu'elle est insensée⁵ ». Après cet événement, la question de l'« idéologie du genre » a disparu à la fois des débats politiques et des médias généralistes et seules des voix marginales telles que le blog antiféministe Férőhang (La voix des hommes) et le portail d'extrême droite kuruc.info ont continué à traiter de cette question.

Alors que dans plus d'un pays européen, les mobilisations anti-genre ont commencé en 2012 ou 2013, la situation en Hongrie est restée relativement calme. Néanmoins, la traduction de la « Lettre pastorale de l'Avent » écrite par l'épiscopat slovaque le 1^{er} décembre 2013, qui mettait en garde contre l'égalité de genre et la présentait comme un cheval de Troie dont le but serait de supprimer les différences entre les sexes, a été lue à haute voix dans les églises hongroises⁶. La même année, le plus grand hebdomadaire de droite à l'époque (fermé en août 2018), *Heti Válasz*, a aussi mis l'accent dans son article « A tolerancia diktatúrája » (La dictature de la tolérance) sur le fait que le lobby gay était sur le point de restreindre les droits de la majorité. Ce texte, qui a été publié peu de temps après la Marche des fiertés de Budapest en 2013, affirmait ainsi :

Cette année, les militant.e.s homosexuel.le.s sont passé.e.s à la vitesse supérieure partout dans le monde. Alors qu'auparavant, leur objectif déclaré était l'élimination de la discrimination, aujourd'hui ce sont les droits de la majorité qui sont en danger. Celles et ceux qui sont attaché.e.s à un modèle familial fondé sur la

4. *Magyar Nemzet*, 1^{er} mars 2010.

5. *HVG*, 30 juillet 2010.

6. Voir « A Szlovák Katolikus Püspöki Konferencia adventi körlevele », *Magyar Kurír*, 13 décembre 2013, en ligne : www.magyardurir.hu/hirek/szlovak-katolikus-puspokikonferencia-adventi-korlevele (septembre 2018).

relation entre un homme et une femme sont en train de perdre la part, de la Suède aux États-Unis⁷.

Une réaction aux évolutions au sein de l'Union européenne

À partir de 2014, le discours anti-genre s'est intensifié et ce changement semble avoir été déclenché par deux rapports débattus au Parlement européen : le rapport Estrela sur la santé et les droits sexuels et reproductifs – qui a été rejeté – et le rapport Lunacek contre l'homophobie et les autres formes de discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, qui a été adopté par le Parlement européen en février 2014. À l'époque, la presse de droite a publié de nombreux articles dénonçant l'« idéologie du genre ». Ainsi, selon l'hebdomadaire *Heti Válasz*, qui a de nouveau recours à la figure de la majorité-devenant-minorité :

Une fois encore, l'Europe fait du bruit sur les questions de bioéthique. Les organisations pour les droits gay veulent étendre les privilèges des homosexuels, les idéologues du genre sont passés à la vitesse supérieure et en Belgique l'euthanasie active des enfants a été légalisée. Mais pourquoi deux députés européens de Fidesz ont-ils voté en faveur de la proposition du lobby LGBT ? [...] Les filles de 12 ans pourraient obtenir des avortements sans l'autorisation de leurs parents, la vulgarisation de l'homosexualité deviendrait obligatoire dans les écoles maternelles et les pays membres seraient obligés de légaliser le mariage gay. Voici la substance des deux rapports contre lesquels des centaines de milliers d'Européens ont signé une pétition récemment⁸.

Cette couverture médiatique de droite a fait naître un intérêt croissant chez les politiques conservateurs, qui ont commencé à utiliser l'expression « idéologie du genre ». Zsolt Semjén, vice-Premier ministre et président du KDNP, a par exemple affirmé dans un entretien accordé à Hír TV : « l'idéologie du genre dispose d'un soutien féroce de Bruxelles. Des groupes d'intérêt petits mais bruyants veulent, à mon avis, imposer mondialement une vision du monde déviante⁹ ». Le même cadrage a été utilisé par Katalin Novák, secrétaire d'État aux Affaires familiales. Celle-ci a affirmé avec regret, parlant en filigrane du terme « genre », que certains gouvernements de l'Ouest essayaient d'introduire dans les documents de l'UE et de l'ONU des expressions qui

7. Szőnyi Szilárd, « A tolerancia diktatúrája », *Heti Válasz*, 17 juillet 2013. <http://valasz.hu/vilag/a-tolerancia-diktaturaja-66215> (septembre 2018).

8. *Ibid.* Le forum de pétition en ligne CitizenGo a recueilli 130 000 signatures contre les deux rapports. Ce site conservateur a aussi un coordinateur en Hongrie et l'organisation y est active. Sur ce site internet de pétitions en ligne, il est possible de réunir les adresses des personnes intéressées par des initiatives ultérieures et il peut donc servir aussi de forum pour créer un réseau, qui peut être utilisé comme base pour une mobilisation future.

9. « Semjén Zsolt és brüsszeli buzilobby », YouTube, 0:49, 22 juin 2014, en ligne : www.youtube.com/watch?v=2W06DJiYTHI (septembre 2018).

élargissaient la notion de famille. Elle a aussi insisté sur le fait que le gouvernement hongrois était en désaccord avec la présence de termes difficilement définissables et de principes controversés dans ces documents, et allait initier une coalition avec les pays qui partageaient le point de vue de la Hongrie¹⁰.

Le discours anti-genre a également été renforcé par les activités du portail d'information conservateur Mandiner, devenu depuis mai 2017 un des médias au service de la propagande gouvernementale, qui a, par exemple, publié un entretien avec Gabriele Kuby, dans lequel celle-ci avertissait les Hongrois.e.s du fait que l'« idéologie du genre » était une conspiration internationale qui pouvait bientôt arriver en Hongrie. C'est à cette période qu'a été publiée la traduction hongroise de l'ouvrage de l'évêque Laun *Keresztény ember a modern világban* (*L'Homme chrétien dans le monde moderne* ; 2009, 2014). Dans ce livre, l'évêque autrichien compare l'« idéologie du genre » au marxisme et au socialisme et la considère comme une attaque contre l'Église. Ces critiques contre l'Église catholique montreraient que l'identité religieuse est attaquée, comme elle l'était sous le socialisme d'État (Balogh, 2014, p. 11-12).

Des voix dissidentes

Des voix alternatives ont émergé début 2015. En février, la traduction hongroise de l'étude d'un théologien moraliste catholique autrichien, Gerhard Marschütz, a été publiée dans le *Keresztény-Zsidó Teológiai Évkönyv 2014* (*Annuaire théologique judéo-chrétien 2014*). Dans ce texte, Marschütz critique l'Église catholique pour son rôle dans la mobilisation contre l'« idéologie du genre » et dénonce l'adoption en bloc des idées de Gabriele Kuby par l'Église catholique, ainsi que le rôle de cette penseuse dans la rédaction de la lettre pastorale slovaque évoquée plus haut. Il poursuit avec une analyse de l'argumentation de Kuby, réfute ses affirmations du point de vue de la théologie morale et évoque les raisons pour lesquelles l'Église catholique devrait s'inspirer des études de genre (Marschütz, 2014). Ce texte constitue une approche radicale dans le contexte catholique hongrois et démontre que le monde catholique hongrois est pluriel.

Le moine piariste József Urbán a également réagi de manière inhabituelle à la déclaration du vice-Premier ministre Zsolt Semjén qui, en commentant le référendum slovaque sur le mariage, avait déclaré que « la nation slovaque a témoigné de nos valeurs chrétiennes et de notre normalité communes¹¹ ». József Urbán a remis en cause la position de Semjén et s'est demandé si être chrétien conduisait nécessairement à voter « oui » au référendum¹². Il a aussi exprimé des doutes sur la nécessité de ce référendum. Cet article de blog a

10. Kossuth Rádió, 13 juin 2014.

11. <http://semjenzsolt.hu> (15 juin 2016 ; cette page n'est plus accessible).

12. <http://urbanjosef.piarista.hu/> (15 juin 2016 ; cette page n'est plus accessible).

été accompagné d'un débat intense dans la presse. En réponse à une question, Urbán a précisé ses arguments, affirmant que :

Le mariage gay n'est pas ma principale préoccupation. Ma préoccupation est de savoir comment nous pouvons, en tant que chrétiens, éviter de contribuer à répandre la haine, la violence, la honte et la peur. Comment un sujet comme celui du mariage, qui [...] est devenu une question du référendum, pourrait-il exercer de la violence ? C'est cela qui me préoccupe. Dans ma vision des choses, c'est cela la vraie question.

Cette remarque a conduit un journaliste de l'hebdomadaire conservateur *Heti Válasz* à interviewer Urbán à propos de la prétendue contradiction entre son opinion et l'enseignement catholique. Dans sa réponse, Urbán a invité à surmonter la peur et à s'écouter les uns les autres :

Cela aiderait beaucoup - et peut-être que c'est absolument indispensable pour la discussion - si nous arrêtons d'utiliser les mots du magistère comme des boucliers, si nous arrêtons de dire - ou de suggérer - que l'autre n'est « pas normal » ou « pas chrétien »¹³.

Un troisième élément doit être évoqué : le revirement de la communication de Katalin Novák. En 2011, pendant la présidence hongroise de l'UE, le gouvernement a affirmé qu'il fallait promouvoir le *family mainstreaming* à la place du *gender mainstreaming*, car ce dernier était perçu comme un projet contre la famille (Juhász, 2012). Toutefois, début mars 2015, au 59^e congrès de la Commission de la condition de la femme de l'ONU à New York, la secrétaire d'État aux Affaires familiales a annoncé : « on ne peut pas opposer la politique familiale à celle visant l'égalité des femmes. Celle-ci peut être menée efficacement en parallèle avec la politique envers les femmes » et a plaidé pour une meilleure représentation politique des femmes (www.kormany.hu, 2015). À l'époque, Novák ne considérait apparemment plus la question de l'égalité de genre comme opposée à la protection de la famille ni comme un cheval de Troie au moyen duquel des idées violentes pénètrent dans les organisations internationales. Cependant, le fait que Novák ait prononcé un discours à la conférence de l'association transnationale « pro-vie » One of Us à Paris en mars 2016 et le prix que lui a décerné le World Congress of Families en mai 2016 en Géorgie indiquent que cette politicienne est, d'une façon ou d'une autre, engagée dans les réseaux transnationaux mobilisés contre l'« idéologie du genre ». Il ne faut par ailleurs pas oublier que la Hongrie a accueilli le World Congress of Families en mai 2017, en même temps que le

13. Szőnyi Szilárd, « Abcúg melegházasság? Piarista pap vitatja Semjén álláspontját », *Heti Válasz*, 26 février 2015, en ligne : <http://valasz.hu/itthon/abcug-meleghezassag-piarista-pap-vitatja-semjen-allaspontjat-110020> (septembre 2018).

congrès de One of Us. Cet événement a d'ailleurs été inauguré par le Premier ministre Victor Orbán en personne.

Il faut enfin évoquer les activités du bureau local de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES). En effet, la FES – dont est membre l'une des auteures de ce chapitre – a organisé en février et juin 2014 les premiers forums explicitement consacrés aux mobilisations anti-genre en Europe. Il s'agissait de mettre en place un dialogue entre les leader.euse.s d'opinion conservateur.ice.s et progressistes en Hongrie, dans le but d'éviter l'apparition de mouvements fondamentalistes de ce type au niveau local. Étant donné l'intérêt suscité, les débats ont repris à partir de l'automne 2014, abordant des sujets autour desquels pouvaient se retrouver les représentant.e.s de différentes visions du monde et de différentes disciplines comme la maternité, les masculinités, la gestation, l'amour et la dignité¹⁴. Cette série de dialogues a tenté de créer un climat de confiance entre les différent.e.s acteur.ice.s, de générer un espace de réflexion critique et de rechercher un vocabulaire commun, sans lequel ces acteur.ice.s ne sont pas en mesure de communiquer avec respect. Cette initiative a probablement aussi contribué à retarder la construction de théories du complot et la diabolisation des adversaires (Kováts, 2015, p. 10).

Revirement de situation :

le débat sur le « principium des femmes »

Le discours anti-genre s'est transformé avec l'intervention d'un homme politique influent de Fidesz, qui a fait du concept de « genre » un sujet de discussion non seulement dans les médias, mais aussi dans la vie quotidienne. Le 13 décembre 2015, László Kövér, président du Parlement, a déclaré lors du congrès annuel de son parti que la forme la plus élevée d'accomplissement pour les femmes était de donner la vie et s'est plaint de la propagation de la « folie du genre » en Europe. Le chanteur Ákos Kovács, icône populaire conservatrice largement soutenue par l'État, a poursuivi en déclarant que la tâche des femmes était de « réaliser le principium féminin », qui est de donner la vie et d'appartenir à quelqu'un.

Ces deux déclarations s'inscrivent dans la peur générale du déclin démographique alimentée par le gouvernement hongrois. Dans les semaines suivantes, dix à quinze articles aux points de vue opposés et de nombreux billets de blog ont été publiés chaque jour sur le « devoir ou le rôle des femmes ». Ce débat, qui a suscité des prises de position critiques de la part d'hommes progressistes et de penseur.se.s conservateur.ice.s, n'a cependant touché que sporadiquement les questions liées aux discussions anti-genre, restant dans le cadre d'une discussion féministe. Il faut de plus souligner que le débat

14. « Gender Equality in East-Central Europe », en ligne : www.fes-budapest.org/en/topics/gender-equality-in-east-central-europe/ (septembre 2018).

sur le « principium féminin » était un débat purement national, sans liens visibles avec d'autres mouvements antiféministes ou anti-genre en Europe.

POURQUOI LA MOBILISATION ANTI-GENRE A-T-ELLE ÉMÉRGÉ AUSSI TARD EN HONGRIE ?

Une comparaison avec l'émergence des mouvements anti-genre ailleurs en Europe révèle l'existence de plusieurs facteurs dissuasifs, qui pourraient expliquer pourquoi l'émergence d'une mobilisation anti-genre visible en Hongrie s'est produite si tardivement. Ceux-ci sont liés à l'absence d'institutionnalisation des politiques d'égalité de genre – autrement dit, il n'y avait rien à contester – et à l'élimination de presque toutes les ONG qui auraient pu défendre l'égalité de genre par le gouvernement Orbán. Ce dernier s'oppose depuis 2010 à tout agenda progressiste et rejette toute forme de politique en faveur de l'égalité de genre au niveau gouvernemental. Pour cette raison, seules quelques petites ONG sans influence peuvent être considérées comme des représentantes de l'« idéologie du genre ».

Premièrement, à l'inverse de la France, la Slovaquie ou la Pologne par exemple, il n'y avait pas de politique de *gender mainstreaming* en Hongrie¹⁵. L'institutionnalisation de l'égalité de genre était relativement faible et ne pouvait pas servir de catalyseur potentiel pour le mouvement. Il en est de même des questions LGBT. Contrairement à la Slovaquie, la Slovénie ou la France, où des lois récentes liées aux questions LGBT ont facilité l'activation d'une mobilisation anti-genre, en Hongrie, de telles lois pro-LGBT sont actuellement inimaginables. La Hongrie avait certes adopté une loi relativement progressiste sur le partenariat enregistré en 2009, mais aucune amélioration des droits LGBT n'est envisageable à court terme.

Deuxièmement, le statut de l'Église catholique romaine en Hongrie ne facilite pas la création d'un mouvement. Selon le recensement de 2011, 39 % de la population déclarent être catholiques, 11 % appartiennent à l'Église protestante réformée et 2,2 % à l'Église luthérienne (18 % n'appartiennent à aucune religion, 27 % n'ont pas répondu). Balogh (2014) a montré qu'en Hongrie, le nombre de personnes pratiquant le catholicisme est significativement moindre que dans les pays où la mobilisation anti-genre a été puissante. Tandis que l'Église catholique romaine joue un rôle important dans les mobilisations partout en Europe, en Hongrie, l'Église ne possède pas un tel statut de leader d'opinion. Cela nous amène à nous demander si l'Église est capable d'initier et de mobiliser de larges réseaux de citoyens actifs et si ce potentiel existe dans la société civile en dehors des cercles liés à l'Église.

Troisièmement, plusieurs particularités structurelles du conservatisme hongrois doivent être soulignées. Alors qu'il existe une continuité dans

15. Pour plus de détails, voir Juhász, 2012.

la tradition conservatrice dans les pays d'Europe de l'Ouest, une rupture fondamentale a eu lieu en 1945 en Hongrie, comme dans les autres pays post-communistes. Cela a produit une trajectoire alternative dans le développement de la subculture conservatrice (Pető, 2003). À partir de 1990, le conservatisme hongrois a dû se reconstruire et s'est articulé autour de questions clés : sur quelle(s) tradition(s) allait-il se reposer ? Qu'allait-il emprunter à la boîte à outils politiques du conservatisme d'avant 1945 ? Cela a conduit à une sélection de traits spécifiques (« tradition choisie »). Pour cette raison, il n'y a aucune différence identifiable entre le discours sur le genre de la droite conservatrice hongroise et celui de l'extrême droite. Ils suivent tous les deux le modèle familial normatif traditionnel. Ils visent le même espace discursif de « la famille », ce qui rend le discours conservateur plus enclin au fondamentalisme (Pető, 2003).

Enfin, l'absence de mouvement anti-genre organisé en Hongrie pouvait être attribuée en partie au succès des initiatives visant à éviter le conflit. Comme nous l'avons montré avec l'expérience de la Friedrich-Ebert-Stiftung, beaucoup de représentants des organisations conservatrices et des organisations pour les droits humains sont ouverts au dialogue, particulièrement quand la question n'est pas encore polarisée. Comme nous l'avons présenté, des voix dissidentes ont également émergé à l'intérieur des communautés chrétiennes. Cela englobe l'émergence de Magyarországi Teológusnők Ökumenikus Egyesülete (Association œcuménique des femmes théologues hongroises), le blog luthérien Kötőszó et la publication récente d'un ouvrage rassemblant des études issues de diverses confessions chrétiennes sur la théologie et le genre, publié par la maison d'édition de l'Église luthérienne (Hausmann *et al.*, 2016).

POURQUOI UNE MOBILISATION GOUVERNEMENTALE ANTI-GENRE A-T-ELLE FINALEMENT ÉMERGÉ EN 2017 ?

Dans des pays comme la France (Chetcuti, 2014 ; Robcis, 2015) et la Pologne (Grzebalska, 2015), de plus petites mobilisations ont précédé l'émergence d'une question spécifique qui a servi de catalyseur et a ensuite entraîné le développement d'un mouvement anti-genre structuré. Ces mobilisations ne s'inscrivaient pas nécessairement dans une stratégie délibérée d'escalade allant de cas isolés et sporadiques de résistance à une opposition plus forte, mais elles ont fait connaître certains concepts et leurs dangers supposés au sein du grand public, servant ainsi de tremplin à la naissance d'un mouvement plus large. Comme nous l'avons détaillé plus haut, la Hongrie a connu des événements de faible ampleur au cours des dernières années, comme le débat de 2010 sur la prévention des stéréotypes de genre dans l'enseignement maternel et le débat de 2014 sur les rapports Estrela et Lunacek. Le travail de préparation théorique avait été soigneusement réalisé et les arguments

nécessaires à l'émergence d'un mouvement étaient déjà présents en Hongrie. Or, une des conditions pour l'émergence d'un mouvement est la reconnaissance des dangers supposés du genre.

En outre, comme nous l'avons mis en lumière, ce discours est promu activement par les médias et les acteur.rice.s de la société civile de droite. Certain.e.s acteur.rice.s conservateur.rice.s – des politiques, des journalistes, des représentant.e.s religieux.ses ou des membres d'organisations de la société civile – ont également montré leur disposition à défendre cette cause publiquement. Déjà, lors de l'écriture de la version anglaise de ce chapitre (2016), nous nous attendions à ce que le gouvernement hongrois, par son discours anti-UE, son empire médiatique et ses organisations « civiles », soutienne et encourage ostensiblement le développement d'un mouvement anti-genre, ainsi que la construction d'une figure saisissante de l'ennemi. Selon nous, le moment de déclenchement dépendrait des objectifs et des besoins du gouvernement. Si, pour quelque raison que ce soit, celui-ci nécessitait de créer une nouvelle figure de l'ennemi, il risquait, à nos yeux, d'encourager le soutien public à une campagne anti-genre, notamment par la mobilisation de ses alli.e.s médiatiques, et de transmettre ce message à des groupes sociaux par ailleurs non engagés dans le débat.

Enfin, il ne faut pas oublier que les acteur.rice.s et les voix progressistes en Hongrie sont faibles. Cela peut diminuer les risques de déclencher l'apparition d'un mouvement conservateur, mais signifie aussi qu'une éventuelle mobilisation anti-genre ne rencontrerait qu'une maigre opposition. Par ailleurs, le mouvement anti-genre est en partie construit sur les faiblesses de la politique progressiste (Grzebalska, Kováts & Pető, 2017 ; Pető, 2016b ; Wimbauer, Motakef & Teschlade, 2015). Les réseaux de défense des droits humains spécialisés dans les questions des femmes et des personnes LGBT disposent d'un faible ancrage dans la société hongroise. Ils n'ont pas effectué le « réexamen radical de la boîte à outils de la critique du régime » (Pető, 2014) et leur programme d'action reste de l'ordre de la réaction. Cela s'avère particulièrement problématique vu la posture défensive dans laquelle ils ont été poussés par la politique de stigmatisation du gouvernement. Cette posture justifie à son tour leurs positions et accroît l'urgence avec laquelle ces groupes réclament la mise en place des normes de l'UE et de l'ONU (Pető, 2014 ; Pető & Vasali, 2014). Christine Wimbauer et ses collègues font également valoir que les discours contre l'égalité de genre sont une tentative explicite ou implicite de garder une maîtrise sur les expériences de précarité et de précarisation et que les luttes féministes et LGBT ont acquis une place confortable dans l'ordre néolibéral et sont donc rendues coresponsables de ses ravages par les acteur.rice.s anti-genre (2015).

*

Dans le contexte des pays d'Europe centrale et orientale, la Hongrie constitue un cas unique avec une histoire assez longue de discours anti-genre, mais sans mouvement anti-genre tangible jusqu'à une date récente. Toutefois, comme l'indiquent les évolutions récentes, cette situation pouvait rapidement basculer à la faveur d'une décision politique, quand le gouvernement Orbán et les ONG proches du gouvernement décideraient d'ériger « le genre » en nouvel ennemi. Ce basculement s'est opéré en 2017.

En février, l'université Eötvös Loránd Tudományegyetem (ELTE) de Budapest a proposé pour la première fois un master en études de genre (le premier dans une université hongroise, hormis la Central European University). Alors que la demande d'accréditation du programme avait suivi le processus formel prévu par la loi, y compris la signature du ministre compétent Zoltán Balog, de fortes protestations de la part de certains médias et organisations liés au gouvernement de Viktor Orbán sont apparues en février, soit à la fin de la période d'inscription à ce programme d'enseignement. Au même moment, la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, appelée convention d'Istanbul, a été la cible d'attaques de la part de ces mêmes acteurs. Si le master en études de genre a bien commencé comme prévu en septembre 2017, la convention d'Istanbul n'a en revanche pas été ratifiée et les représentants du gouvernement confirment régulièrement qu'elle ne le sera pas tant qu'ils elles seront au pouvoir. Ces acteurs ont enfin agité le spectre de l'« idéologie du genre » durant la campagne de Viktor Orbán pour les élections législatives de 2018, affirmant notamment qu'un retour de l'opposition impliquerait la ratification de la « Convention de l'idéologie du genre ».

En juillet 2017, Viktor Orbán, a annoncé l'amorce d'une guerre culturelle dans son discours programmatique annuel de Tüszvényos / Băile Tușnad (Transylvanie / Roumanie). C'est par ailleurs dans un discours similaire qu'il avait introduit le terme « démocratie illibérale » en Hongrie en 2014, un terme devenu courant pour décrire le système politique qui voit le jour dans le pays¹⁶.

En août 2018, le gouvernement Orbán a annoncé la révocation de l'accréditation accordée aux programmes de master en études de genre, offerts aujourd'hui par la Central European University (CEU) et l'université ELTE (Pető, 2018). Les arguments principaux avancés par le gouvernement soulignent que les études de genre ne relèvent pas de la science, mais de l'idéologie, qu'elles s'efforceraient avant tout de répandre les identités de genre trans et non binaire et que le marché de travail n'a pas besoin de diplômé.e.s avec une telle formation. Malgré la torpeur estivale, de nombreux.ses intellectuel.les

16. Le terme a été proposé par Fareed Zakaria en 1997 : www.foreignaffairs.com/articles/1997-11-01/rise-illiberal-democracy (septembre 2018).

et organisations hongrois.e.s (y compris conservateur.rice.s) et étranger.ère.s (notamment la European University Association et la European Federation of Academies of Sciences and Humanities) se sont élevé.e.s contre cette décision. Ces mobilisations n'ont pas réussi à infléchir la politique du gouvernement hongrois, qui a finalement retiré les études de genre de la liste des programmes d'enseignement accrédités pour l'année 2019-2020. Comme le souligne David Paternotte dans une tribune publiée par *Libération*, « [l]e décret gouvernemental prévu constitue une ingérence directe du gouvernement dans l'organisation des études supérieures, sans consultation des autorités académiques. À ce titre, il s'agit d'un précédent dangereux en Europe » (2018).

Jusqu'à présent, les acteur.rice.s dit.e.s progressistes n'ont pas offert de solution alternative visible ni populaire face au gouvernement Orbán (qui utilise en partie des arguments gauchistes et antisystèmes contre le néolibéralisme), ce qui laisse le champ ouvert aux discours anti-UE du gouvernement (Pető & Vasali, 2014). Le discours anti-genre constitue désormais un des cadres rhétoriques gouvernementaux, avec le discours anti-migrants et l'opposition à l'eurodéputée Sargentini¹⁷. À tout moment, ce discours peut être utilisé à des fins politiques de polarisation, d'autant que les élections européennes de 2019 approchent. Comme nous l'avons affirmé ailleurs (Grzebalska, 2016 ; Grzebalska, Kováts & Pető, 2017 ; Kováts, 2017 ; Kováts & Pöim, 2015 ; Pető, 2015 a ; 2015 b ; 2016 a), il est indispensable pour les chercheur.se.s qui souhaitent comprendre les mouvements anti-genre et pour les militant.e.s et les politicien.ne.s dit.e.s progressistes de réfléchir au contenu des politiques progressistes (en questionnant le néolibéralisme et l'enracinement néolibéral des politiques identitaires), au langage de l'égalité (l'égalité statistique, les droits humains, l'UE comme projet néolibéral promue en même temps comme la détentrice des normes d'égalité de genre et des droits humains) et au langage politique (technocratique et poursuivant des objectifs de politique publique). Cela est d'autant plus nécessaire que ce qui reste du consensus construit sur les décombres de la Seconde Guerre mondiale est de plus en plus contesté.

17. Le rapport Sargentini a été adopté au Parlement européen le 12 septembre 2018 par une majorité des deux tiers. Il condamne le gouvernement hongrois pour les violations des valeurs de l'Union européenne et demande l'activation de l'article 7 du traité sur l'Union européenne, pouvant aboutir à la suspension du droit de vote de la Hongrie au sein des institutions communautaires. (<https://visegradpost.com/fr/2018/09/12/rapport-sargentini-et-maintenant-consequences-et-analyse-des-votes/> [septembre 2018]).

Références bibliographiques

- BALOGH Lídia (2014), « A nemek közötti egyenlőség normái a "gender-ideológia" diskurzusának tükrében », *Állam- és Jogtudomány*, n° 4, p. 3-25, en ligne : http://jog.tk.mta.hu/uploads/files/Allam-%20es%20Jogtudomany/2014_4/2014_4-beliv-BALOGH.pdf (septembre 2018).
- CHETCUTI Natacha (2014), « Quand les questions de genre et d'homosexualités deviennent un enjeu républicain », *Les Temps modernes*, vol. 678, n° 2, p. 241-253.
- Családelexikon. A családdal és az élettel kapcsolatos vitatott fogalmakról és etikai kérdésekről* (2003, 2012), Budapest, Szent István Társulat.
- FÉLIX Anikó (2015), « The Hungarian Case », dans Eszter Kováts & Maari Põim (dir.), *Gender as Symbolic Glue: The Position and Role of Conservative and Far Right Parties in the Anti-gender Mobilizations in Europe*, Bruxelles, Foundation for European Progressive Studies et Budapest, Friedrich-Ebert-Stiftung, p. 62-82.
- GRZEBALSKA Weronika (2016), « Why the War on "gender ideology" Matters – and not just to Feminists. Anti-genderism and the Crisis of Neoliberal Democracy », *Visegrad Insight*, 7 mars, en ligne : <http://visegradinsight.eu/why-the-war-on-gender-ideology-matters-and-not-just-to-feminists> (septembre 2018).
- (2015), « The Polish Case », dans Eszter Kováts & Maari Põim (dir.), *Gender as Symbolic Glue: The Position and Role of Conservative and Far Right Parties in the Anti-gender Mobilizations in Europe*, Bruxelles, Foundation for European Progressive Studies et Budapest, Friedrich-Ebert-Stiftung, p. 83-103.
- GRZEBALSKA Weronika, KOVÁTS Eszter & PETŐ Andrea (2017), « Gender As Symbolic Glue – How "Gender" Became an Umbrella Term for the Rejection of the (Neo)Liberal Order », *Political Critique*, 13 janvier, en ligne : <http://politicalcritique.org/long-read/2017/gender-as-symbolic-glue-how-gender-became-an-umbrella-term-for-the-rejection-of-the-neoliberal-order/> (septembre 2018).
- HAUSMANN Jutta et al. (dir.) (2016), *NEMek között. Társadalmi nemek sokszínű vallási megközelítésben*, Budapest, Luther Kiadó.
- JUHÁSZ Borbála (2012), *Orbán's Politics – A Gender Perspective*, Budapest, Friedrich-Ebert-Stiftung, en ligne : http://fesbp.hu/common/pdf/Nachrichten_ aus_Ungarn_1_2012.pdf (septembre 2018).
- KOVÁTS Eszter (2017), « The Emergence of Powerful Anti-gender Movements in Europe and the Crisis of Liberal Democracy », dans Michaela Köttig, Renate Bitzan & Andrea Pető, *Gender and Far Right Politics in Europe*, Cham, Palgrave Macmillan.
- (dir.) (2015), *Love and Politics*, Budapest, Friedrich-Ebert-Stiftung, en ligne : www.fesbp.hu/common/pdf/love_and_politics_EN.pdf (septembre 2018).

- KOVÁTS Eszter & PÖM Maari (dir.) (2015), *Gender as Symbolic Glue: The Position and Role of Conservative and Far Right Parties in the Anti-gender Mobilizations in Europe*, Bruxelles / Budapest, Foundation for European Progressive Studies / Friedrich-Ebert-Stiftung.
- KOVÁTS Eszter & SOÓS Eszter Petronella (2014), « Félelem a dominó-elvtől? A gender-ellenes európai mobilizáció jelensége. Francia esettanulmány és magyar kilátások », *Társadalmi Nemek Tudománya e-Folyóirat*, n° 2, p. 106-124.
- KIBY Gabriele (2006, 2008), *A nemek forradalma. A gender forradalma. A nevelés államosítása*, Budapest, Kairosz Kiadó.
- LAUN Andreas (2009, 2014), *Keresztény ember a modern világban*, Budapest, Kairosz Kiadó.
- MARSCHÜTZ Gerhard (2014), « A biológiai nem megszüntetése? Teológiai megfontolások a katolikus területen folyó gender-vitához », dans József Szécsi (dir.), *Keresztény-Zsidó Teológiai Évkönyv*, Budapest, Magyarországi Teológusnők Ökumenikus Egyesülete, p. 160-177.
- METZ Tamás Rudolf (2015), « Movement Entrepreneurship of an Incumbent Party. The Story of the Hungarian Incumbent Party Fidesz and the Civil Cooperation Forum », *Intersections. Eastern European Journal for Society and Politics*, n° 3, p. 81-100.
- MIZSEI Bernadett (2009), « Nőkről és Férfiakról egy kicsit másként », *Magyar Nemzet Online*, en ligne : http://mno.hu/migr_1834/nokrol_es_ferfiakrol_egy_kicsit_maskent-305202 (septembre 2018).
- PATERNOTTE David (2018), « Les études de genre, un savoir en danger ? », *Libération*, 25 septembre, en ligne : www.liberation.fr/debats/2018/09/25/les-etudes-de-genre-un-savoir-en-danger_1681158 (septembre 2018).
- PERINTEALMI Rita (2015), « The Real Face of the Anti-Gender Kulturkampf. The Rise of a New Kind of Political and Religious Fundamentalism in Europe? », *Pax Romana*, 24 juillet, en ligne : www.icmica-miic.org/home-eng/361-themes/men-and-women/11731-the-real-face-of-the-anti-gender-kulturkampf.html (septembre 2018).
- PETŐ Andrea (2018), « Attack on Freedom of Education in Hungary. The Case of Gender Studies », *Engenderings*, 24 septembre, en ligne : <http://blogs.lse.ac.uk/gender/2018/09/24/attack-on-freedom-of-education-in-hungary-the-case-of-gender-studies/> (septembre 2018).
- (2016a), « Challenges for Gender Studies amidst the Surge in Anti-Gender Movements », *AWSS Newsletter*, vol. 5, n° 1, juin, en ligne : <http://files.ctctcdn.com/f916d256201/326f099b-74b4-4956-a924-81854277ea88.pdf> (septembre 2018).
- (2016b), « Anti-Gender Movements in Europe – What to Do about Them? », *Antifeminism, Gender matters! Newsletter on gender activities by the*

- Friedrich-Ebert-Stiftung*, n° 6, p. 19-27, en ligne : <http://library.fes.de/pdf-files/dialog/09501/06-2016-eng.pdf> (septembre 2018).
- (2015 a), « “Anti-gender” Mobilisational Discourse of Conservative and Far Right Parties as a Challenge for Progressive Politics », dans Eszter Kováts & Maari Põim (dir.), *Gender as Symbolic Glue: The Position and Role of Conservative and Far Right Parties in the Anti-gender Mobilizations in Europe*, Bruxelles / Budapest, Foundation for European Progressive Studies / Friedrich-Ebert-Stiftung, p. 126-131.
 - (2015 b), « Gender Equality as Re-enchantment: Political Mobilisation in Times of “Neo-patriarchal Neoliberalism” and Possibilities of Bipartisan Dialogue », dans Maari Põim & Judit Tanczos (dir.), *Woman Up! 2. A Transatlantic Dialogue*, Bruxelles, Foundation for European Progressive Studies, p. 139-145.
 - (2014), « A kétféle civil szervezet politikájáról a Norvég Alap ürügyén », *Dinamó Műhely*, 7 octobre, en ligne : http://dinamo.blog.hu/2014/10/07/a_ketfele_civil_szervezet_politikajarol_a_norveg_alap_urugyen (septembre 2018).
 - (2003), *Napasszonyok és holdkisasszonyok. A mai magyar konzervatív női politizálás alaktana*, Budapest, Balassi Kiadó.
- PETŐ Andrea & TARAJOSSY Zsuzsa (dir.) (2008), *A nők és a férfiak története Magyarországon a hosszú 20. században. Kiegészítő tananyag a középiskolák számára*, Budapest, Szociális és Munkaügyi Minisztérium.
- PETŐ Andrea & VASALI Zoltán (2014), « The “Laboratory” Called Hungary: A Challenge for Understanding Protest Movements », *Open Democracy*, 20 janvier, en ligne : www.opendemocracy.net/can-europe-make-it/andrea-peto-zoltan-vasali/laboratory-called-hungary-challenge-for-understanding (septembre 2018).
- ROBCIS Camille (2015), « A New Dreyfus Affair? Catholics, the “Theory of gender” and the Turn to the Human in France », *The Journal of Modern History*, vol. 87, n° 4, p. 892-923.
- TOMKA Ferenc (2010), « A szexuális forradalomtól a gender-forradalomig », *Magyar Bioetikai Szemle*, n° 1-2, p. 63-74.
- WIMBAUER Christine, MOTAKEF Mona & TESCILADE Julia (2015), « Prekäre Selbstverständlichkeiten. Neun prekarisierungstheoretische Thesen zu Diskursen gegen Gleichstellungspolitik und Geschlechterforschung », dans Sabine Hark & Paula-Irene Villa, *Anti-Genderismus. Sexualität und Geschlecht als Schauplätze aktueller politischer Auseinandersetzungen*, Bielefeld, Transcript, p. 41-58.